

4

Partie

CHAPITRE 3

Aménagement du territoire

A. La couverture du territoire

L'aménagement numérique du territoire est un enjeu économique et sociétal majeur pour la France. En effet, outre son importance en termes de dynamique et de compétitivité économique (information plus accessible/mieux diffusée, absorption des distances, minimisation des délais, réactivité, etc.), les réseaux numériques – notamment Internet – sont déterminants en matière d'organisation et de bien-être social dès lors qu'ils permettent à chacun de pouvoir communiquer à tout moment où qu'il soit.

Conscients de l'interdépendance croissante qui existe entre les réseaux et les individus, les pouvoirs publics et les collectivités s'efforcent de conjuguer leurs efforts pour que le plus grand nombre de Français puisse bénéficier des dividendes de la "révolution numérique". La réalisation de cet objectif, précisé par le législateur¹ et rappelé à plusieurs reprises par la Commission européenne, passe en priorité par une amélioration de la couverture de la population en téléphonie mobile et en Internet haut débit (fixe et/ou mobile).

¹ - Art. L-32-3 du CPCE.

A cette fin, l'Autorité s'assure que les opérateurs mobiles respectent leurs engagements en termes de couverture de la population en services 2G (essentiellement la voix) et 3G (haut débit mobile) et a pris des décisions permettant aux opérateurs d'optimiser le déploiement de leurs réseaux, notamment 3G (réutilisation des fréquences GSM pour la 3G, partage des infrastructures 3G).

S'agissant de l'accès à l'Internet haut débit fixe pour tous, l'ARCEP travaille en concertation avec les opérateurs et les collectivités pour trouver des solutions techniques et financières permettant aux citoyens les plus isolés de se connecter au réseau mondial avec un débit minimal garanti.

1. La téléphonie mobile

◆ La 2G (normes GSM et Edge)

Fin 2008, chacun des trois opérateurs mobiles couvre près de 99 % de la population. Les opérateurs continuent à investir pour la couverture du territoire, notamment dans le cadre du programme “zones blanches” et dans le cadre de leurs obligations de couverture des axes de transport prioritaires, dont ils doivent achever la couverture d’ici la fin 2009.

L'ARCEP a mis en place un dispositif d'enquête permettant de contrôler la fiabilité des cartes de couverture que les opérateurs publient sur leurs sites Internet. En outre, conformément aux dispositions de la loi de modernisation de l'économie², l'ARCEP publiera d'ici le 4 août 2009, *“un bilan global sur la couverture du territoire en téléphonie mobile, portant notamment sur les perspectives de résorption des zones non couvertes par tous les opérateurs de radiocommunications mobiles de deuxième génération”*.

◆ La 3G (norme UMTS)

Fin 2008, Orange et SFR couvrent chacun plus de 70 % de la population et Bouygues Télécom plus de 20 %³. Pour améliorer cette couverture, l'ARCEP a autorisé, en février 2008, les opérateurs à déployer en métropole l'UMTS dans la bande 900 MHz. La réutilisation de ces fréquences pour la 3G est en effet indispensable pour l'extension de la couverture sur le territoire. Les opérateurs doivent désormais atteindre les objectifs de couverture fixés dans leurs autorisations, à savoir plus de 98 % de la population à couvrir avant fin août 2009 pour Orange et SFR, et 75 % d'ici décembre 2010 pour Bouygues Télécom. Par ailleurs, l'ARCEP a également réalisé en 2008 des travaux sur le partage d'installations 3G, afin de déterminer dans quelles conditions cette solution technique peut favoriser l'extension de la couverture 3G.

1.1 Compléter la couverture du territoire en 2G (GSM)

La couverture de la population en 2G

Des obligations de couverture de la population sont fixées dans les licences GSM (2G) que l'ARCEP délivre aux opérateurs. Les taux de couverture annoncés par les opérateurs sont matérialisés sur des cartes qu'ils publient sur leurs sites Internet et dont l'exactitude est contrôlée par l'Autorité.

En 2006, à l'occasion du renouvellement de leurs licences 2G, Orange et SFR se sont ainsi vu imposer l'obligation de couvrir 99 % de la population au minimum.

Bouygues Télécom sera soumis à la même obligation lors du renouvellement de sa licence 2G prévue fin 2009.

Aujourd'hui, chacun des trois opérateurs 2G déclare couvrir environ 99 % de la population.

Globalement, 96,5 % de la population est couverte par l'ensemble des opérateurs mobiles, 2,6 % l'est par un ou deux opérateurs (zones “grises”), et 0,9 % reste non couverte (zones “blanches”).

² - Cf. article 109-V de la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie (LME) du 4 août 2008, JO du 5 août 2008.

³ - Bouygues Télécom a annoncé début 2009 qu'il avait atteint un taux de couverture de 70 % de la population.

1.1.1 Le programme “zones blanches”

Le programme “zones blanches”, lancé par le gouvernement en 2003, vise à couvrir en téléphonie mobile (2G), 3 000 communes françaises où aucun des trois opérateurs n'était présent lors de la signature de la convention nationale du 13 juillet 2003. L'échéance de ce programme, initialement prévue pour 2007, n'ayant pas été respectée, elle a été repoussée à fin 2011.

Le programme “zones blanches” se décompose en deux phases :

- ◆ la phase I, qui bénéficie d'un financement public de 44 millions d'€ pour les infrastructures passives et vise à couvrir environ 1 800 communes avec 1 250 sites;
- ◆ la phase II, entièrement financée par les opérateurs, qui vise à couvrir 1 200 communes avec environ 930 sites.

L'ARCEP, en tant que signataire de la convention nationale de 2003, participe activement au comité de pilotage technique du programme “zones blanches”, qui se réunit régulièrement sous la présidence du ministre chargé de l'aménagement du territoire, pour suivre l'avancement du programme et identifier les actions concrètes à mener pour en faciliter le déroulement.

Fin 2008, 2 801 communes étaient couvertes dans le cadre du programme, soit environ 95 % des communes identifiées en 2003 (95 % des communes de la phase I et 95 % des communes de la phase II). Il reste environ une centaine de sites à mettre en service pour achever ce programme. Pour de nombreux sites, le déploiement se heurte à des difficultés opérationnelles, notamment en termes d'acquisition de sites ou d'autorisations d'implantation.

À la suite d'un recensement effectué en 2008 par la DIACT⁴, sous l'égide des préfets, il est apparu que 364 communes avaient échappé au recensement initial réalisé en 2003. Les opérateurs se sont engagés à couvrir ces communes restantes d'ici fin 2011 (dont 80 % avant la fin 2010). Le financement de cette extension du programme est assuré par les opérateurs.

En 2009, l'ARCEP continuera de participer au comité de pilotage du programme “zones blanches” pour suivre l'avancement de la couverture mobile.

1.1.2 L'information des consommateurs

Lors du renouvellement de leurs licences GSM⁵ (2G), l'Autorité a imposé aux opérateurs de nouvelles obligations visant à renforcer la transparence en matière de couverture du territoire. Ils doivent désormais publier leurs cartes de couverture GSM et les valider par des enquêtes de terrain selon les modalités précisées par le régulateur⁶.

L'objectif est double :

- ◆ informer les consommateurs;
- ◆ inciter les opérateurs à augmenter la couverture du territoire.

Depuis le 1^{er} octobre 2007, les cartes de couverture 2G que les trois opérateurs publient sur Internet sont conformes à la décision de l'Autorité. Ces cartes sont disponibles aux adresses suivantes :

- ◆ Bouygues Télécom : www.couverture.bouyguetelecom.fr;
- ◆ Orange France : <http://couverture-reseau.orange.fr>;
- ◆ SFR : www.sfr.fr/assistance/reseau-sfr-france.

4 - Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires.

5 - La licence GSM de SFR a été renouvelée le 31 janvier 2006 (décision de l'ARCEP n° 06-0140); celle d'Orange France le 14 février 2006 (décision de l'ARCEP n° 06-0239); celle de Bouygues Télécom devrait l'être en 2009.

6 - Décision de l'ARCEP n° 07-0178 du 20 février 2007 précisant les modalités de publication des informations relatives à la couverture et fixant le protocole de enquêtes de couverture des réseaux mobiles.

7 - Disponible sur le site

Internet de l'Autorité :
[http://www.arcep.fr/](http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/dossiers/mobile/couv-2007-2008/result-mesures-couv-mobile-op-2007.pdf)

[fileadmin/reprise/dossiers/
mobile/couv-2007-2008/
result-mesures-couv-
mobile-op-2007.pdf](http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/dossiers/mobile/couv-2007-2008/result-mesures-couv-mobile-op-2007.pdf)

8 - Les résultats détaillés

sont disponibles sur le site
 de l'Autorité :
[http://www.arcep.fr/](http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/dossiers/mobile/couv-2007-2008/protocole-eval-couv-annx2-07-0178.pdf)
[fileadmin/reprise/dossiers/
mobile/couv-2007-2008/
protocole-eval-couv-
annx2-07-0178.pdf](http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/dossiers/mobile/couv-2007-2008/protocole-eval-couv-annx2-07-0178.pdf)

9 - Décision de l'ARCEP

n° 08-0288
 du 11 mars 2008.

Les opérateurs sont responsables de la fiabilité de ces cartes. Les informations sont validées sur le terrain selon un protocole d'enquête public. Les opérateurs doivent réaliser chaque année des enquêtes de couverture dans 250 cantons choisis par l'ARCEP. En outre, le protocole d'enquête étant public⁷, toute personne ou collectivité peut procéder par elle-même à des enquêtes complémentaires de couverture.

L'Autorité a publié en mars 2009 les résultats des audits menés en 2008 par Orange France et SFR. Ces audits, réalisés dans 11 régions, ont montré une assez bonne fiabilité des cartes publiées⁸.

De nouvelles enquêtes de terrain portant sur 250 nouveaux cantons répartis dans les 11 autres régions ont été réalisées en 2008⁹. Cette année, Bouygues Télécom – en anticipation du renouvellement de sa licence GSM qui interviendra fin 2009 – a rejoint Orange et SFR pour réaliser ces enquêtes. L'ARCEP en a également publié les résultats fin mars 2009.

1.2 Favoriser le déploiement de la 3G (haut débit mobile)

La couverture de la population en 3G

Des obligations de couverture de la population sont fixées dans les licences UMTS (3G) que l'ARCEP délivre aux opérateurs. L'ARCEP veille à la mise en œuvre de ces obligations.

Orange et SFR, titulaires d'une licence UMTS depuis 2001, ont ouvert commercialement leurs services 3G fin 2004 et couvraient respectivement 58 % et 60 % de la population début 2006, conformément à leurs obligations révisées par l'Autorité. En effet, en mars 2004, l'ARCEP avait été amenée à reporter de plusieurs mois les échéances de couverture imposées initialement aux opérateurs car jugées trop ambitieuses au vu du contexte technico-économique. Bouygues Télécom, titulaire d'une licence 3G depuis 2002, devait ouvrir ses services avec une couverture minimale de 20 % de la population en avril 2007. Constatant un manquement à cette obligation, l'ARCEP avait mis en demeure l'opérateur de tenir cet objectif avant fin 2007, ce qu'il a fait.

Concernant les échéances à venir au titre de leurs obligations, les opérateurs doivent couvrir :

- ◆ 98 % de la population avant le 21 août 2009 pour Orange ;
- ◆ 99,3 % de la population avant le 21 août 2009 pour SFR ;
- ◆ 75 % de la population en décembre 2010 pour Bouygues Télécom.

Aujourd'hui, Orange et SFR couvrent plus de 70 % de la population en 3G. Au printemps 2009, Bouygues Télécom a annoncé qu'il couvrirait 72 % de la population.

1.2.1 La réutilisation de la bande 900 MHz pour la 3G

Pourquoi privilégier les fréquences basses pour l'aménagement du territoire ?

Les ondes radioélectriques sont inégales devant les lois de la propagation. Pour schématiser, plus la fréquence est élevée, plus elle s'atténue "rapidement" avec la distance, et moins elle pénètre facilement dans les bâtiments.

Par conséquent, pour couvrir une zone donnée, plus les fréquences sont hautes, plus il est nécessaire d'installer des équipements (antennes relais) pour assurer une

qualité de service optimale (signal de réception maximal, communications fluides), y compris à l'intérieur des habitations. Cela représente non seulement un coût supplémentaire mais nécessite également des aménagements en matière de sécurité publique.

Ainsi, les fréquences dans des bandes inférieures à 1 GHz sont-elles plus efficaces en termes de propagation. C'est pourquoi l'utilisation des fréquences basses (bande 900 MHz du GSM, bande 800 MHz issue du "dividende numérique") est un enjeu important de l'aménagement numérique du territoire.

La réutilisation de la bande 900 MHz, initialement attribuée aux systèmes GSM (2G), est un atout majeur pour accélérer le déploiement de la 3G à l'ensemble de la population. En effet, les propriétés de propagation des fréquences 900 MHz permettent de couvrir le territoire, en particulier des zones rurales, plus efficacement qu'avec les fréquences 2,1 GHz attribuées pour l'UMTS (norme 3G), ce qui permet ainsi de limiter le nombre d'antennes relais à installer.

Les appels à candidatures de 2000, 2001 et 2007 pour l'introduction de la 3G en France prévoyaient ainsi la possibilité de réutiliser les fréquences 900 et 1 800 MHz pour la 3G afin de faciliter son déploiement sur le territoire. Ils précisait que l'utilisation de ces fréquences pour l'exploitation de systèmes 3G était corrélée au principe d'équité d'accès au spectre pour l'ensemble des opérateurs 2G ou 3G (y compris un nouvel entrant). Les principes régissant la réutilisation de ces fréquences ont été inscrits dans les licences GSM des trois opérateurs mobiles en 2002. Les modalités de leur mise en œuvre ont été définies lors du renouvellement des autorisations GSM.

Le 5 juillet 2007, l'ARCEP a publié les orientations sur la réutilisation des bandes 900 et 1 800 MHz pour la 3G. Ces orientations prévoyaient que les opérateurs 2G-3G qui le souhaitaient pourraient réutiliser dès 2008 la bande de fréquences 900 MHz pour la 3G. Ces orientations précisait également qu'un éventuel nouvel entrant 3G autorisé dans la bande 2,1 GHz accéderait à une porteuse UMTS dans la bande 900 MHz.

En février 2008, l'ARCEP a précisé les modalités de mise en œuvre de ces orientations. Elle a également modifié les autorisations des opérateurs SFR¹⁰ et Orange¹¹, à leur demande, afin de leur permettre de déployer en métropole la technologie UMTS dans la bande 900 MHz. Bouygues Télécom, sollicité par l'ARCEP sur le sujet, a indiqué pour sa part qu'il déploiera également l'UMTS dans la bande 900 MHz d'ici la fin de l'année 2009 et qu'il demandera la modification de sa décision en temps utile.

1.2.2 Le partage des infrastructures 3G

Alors que l'UMTS est en plein essor avec plus de 7,5 millions de clients actifs, il est impératif que les opérateurs atteignent les obligations de déploiement figurant dans leur licence 3G. Pour ce faire, les opérateurs ont toutes les cartes en main : outre la possibilité de réutiliser les fréquences 900 MHz actuellement utilisées par le GSM, ils ont aussi la possibilité de partager leurs installations de réseaux 3G.

Il existe des modalités très différentes de partage d'infrastructures :

- ◆ soit le partage des installations passives (c'est-à-dire le génie civil, les locaux, la climatisation, l'alimentation électrique...);
- ◆ soit le partage des installations actives, incluant les éléments passifs et des équipements électroniques dits "actifs", où réside l'intelligence du réseau.

10 - Décision n°08-0228 de l'ARCEP du 26 février 2008 modifiant la décision n°06-0140 autorisant SFR à utiliser des fréquences dans les bandes 900 MHz et 1 800 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public.

11 - Décision n°08-0229 de l'ARCEP du 26 février 2008 modifiant la décision n°06-0239 autorisant Orange France à utiliser des fréquences dans les bandes 900 MHz et 1 800 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public.

Le partage des installations passives, généralement un partage de sites radioélectriques, est déjà largement utilisé par les opérateurs mobiles.

12 - Cf. article 119 de la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie (LME) du 4 août 2008, JO du 5 août 2008.

S'agissant du partage des installations actives, la loi de modernisation de l'économie¹² dispose que pour *“faciliter la progression de la couverture du territoire en radiocommunications mobiles de troisième génération”*, l'ARCEP *“détermine, après consultation publique (...), les conditions et la mesure dans lesquelles sera mis en œuvre, en métropole, un partage des installations de réseau de troisième génération de communications électroniques mobiles, et notamment le seuil de couverture de la population au-delà duquel ce partage sera mis en œuvre”*. Puisque le partage d'installations est déjà possible en France, cette disposition implique un réexamen de la question du partage des installations pour faciliter le déploiement de la 3G.

Conformément à la loi, l'ARCEP a lancé le 9 décembre 2008 une consultation publique sur le partage d'installations 3G en métropole. Cette consultation publique s'est achevée le 23 janvier 2009. L'ARCEP a publié, en avril 2009, la synthèse des réponses à la consultation publique, et a pris, sur la base des résultats de cette consultation, une décision fixant les conditions dans lesquelles sera mis en œuvre un partage des infrastructures 3G en métropole.

2. Le haut débit : enjeu de l'aménagement numérique du territoire

Etat des lieux du développement du haut débit sur le territoire

ADSL

Au 31 décembre 2008 :

- ◆ la France comptait 17,725 millions d'abonnements à Internet haut débit (+ 14 % sur un an), dont 16,825 millions par DSL¹³ ; 900 000 abonnements étaient ainsi fournis grâce aux autres technologies disponibles (câble, satellite, fibre...);
- ◆ la totalité des centraux téléphoniques (répartiteur ou NRA) de France Télécom est équipée en ADSL, permettant à plus de 98 % de la population d'avoir accès à l'ADSL;
- ◆ 3 877 répartiteurs étaient raccordés par les opérateurs alternatifs, permettant à plus de 75 % de la population d'avoir accès au dégroupage.

Câble

Fin 2008, les réseaux câblés comptent 9 millions de prises raccordables sur 1 300 communes. On peut ainsi considérer qu'à cette date, l'accès à Internet par le câble représente 5 % des abonnements haut débit en France.

Autres technologies disponibles

D'autres technologies sont également déployées, en particulier dans le cadre des réseaux d'initiative publique mis en œuvre par les collectivités territoriales, dont l'un des objectifs est de couvrir les zones blanches du haut débit. Il s'agit principalement des technologies Wifi, Wimax et satellitaires. Aucune mesure de la couverture apportée par ces technologies n'est aujourd'hui disponible compte tenu de la multiplicité des interventions et de l'évolution constante de cette couverture.

13 - Source : observatoire du haut débit de l'ARCEP, chiffres au 31 décembre 2008, disponible sur <http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/observatoire/haut-debit/trim03b-2008/obs-htdebit-t32008.pdf>.

1,7 % de la population (soit 550 000 foyers) demeurent inéligibles à Internet par ADSL en raison de la longueur trop importante de leur ligne téléphonique ou de la présence d'un multiplexeur. Concrètement, pour un département de 500 000 habitants, ce sont environ 5 000 ménages qui resteraient durablement privés de haut débit si aucune action n'était entreprise. Selon les départements considérés, ces zones blanches peuvent parfois représenter plus de 10 % de la population concernée.

L'objectif de couverture de 100 % de la population à l'horizon 2012 a été annoncé par le gouvernement fin 2008 à l'occasion de la présentation du plan "France numérique 2012".

La solution d'étendre le mécanisme de service universel au haut débit, susceptible de décourager l'initiative locale, fortement impliquée dans la couverture des zones blanches du haut débit et disposant de la capacité de résorber une part très significative de ces zones blanches, n'a pas été retenue à ce stade.

En revanche, le plan gouvernemental prévoit de mettre en place un label "haut débit universel". Ce label devrait être accordé aux opérateurs répondant au cahier des charges prévoyant la fourniture d'une offre à moins de 35 € TTC par mois (équipements compris) sur l'ensemble du territoire métropolitain. Plusieurs opérateurs ont annoncé une telle offre, fondée sur la technologie satellitaire, début 2009.

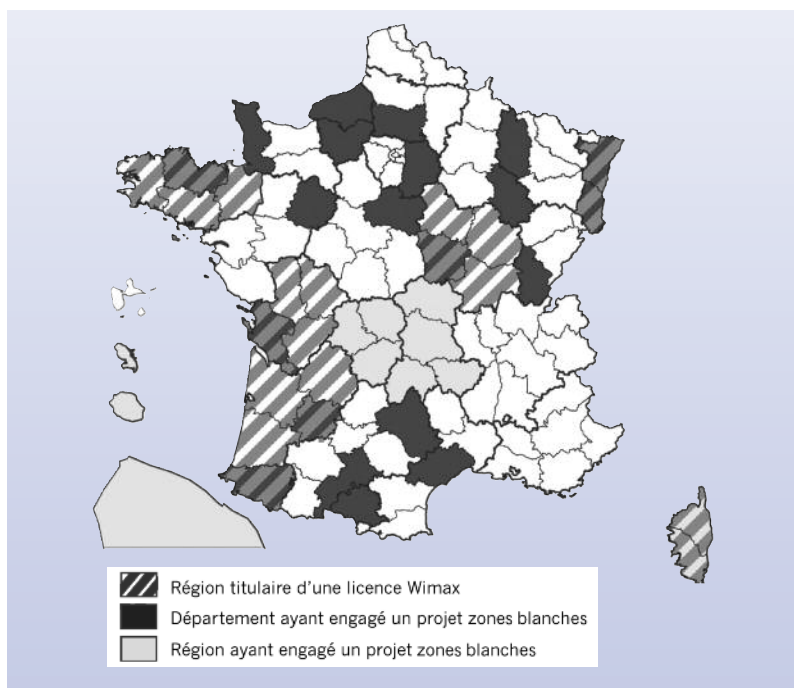
Par ailleurs, les collectivités territoriales ont engagé de nombreux projets, en général à l'échelon d'un département, qui ont notamment pour objectif de couvrir les zones blanches du haut débit en mobilisant plusieurs technologies. Les déploiements sont en cours.

2.1 Les réseaux d'initiative publique (RIP) au service de la couverture des zones blanches

Dans le cadre des compétences qu'elles se sont vu reconnaître en 2004, les collectivités territoriales se sont largement engagées dans la résorption de leurs zones blanches. A l'échelle nationale, la moitié de la population en zones blanches est potentiellement concernée par un RIP. Par ailleurs, les RIP qui prévoient un volet "zones blanches" parviennent à traiter environ 80 % des foyers non couverts.

En matière de traitement des zones blanches, les projets de collectivités s'appuient principalement sur des solutions terrestres, qu'elles soient hertziennes (Wifi, Wimax) ou filaires (réaménagement du réseau téléphonique). Le coût d'un projet est compris entre 5 et 10 millions d'€ par département pour une résorption totale des zones blanches en trois ans (dont moins de 5 % par satellite). La plupart des projets engagés ont pu compter sur un soutien du FEDER généralement compris entre 20 à 30 %. En complément, et pour couvrir les zones les plus isolées, les RIP peuvent avoir recours aux solutions satellitaires.

Les projets des collectivités territoriales en matière de zones blanches



2.2 Les technologies mobilisables

Plusieurs technologies sont susceptibles de permettre de desservir les 550 000 lignes qui n'ont pas accès au haut débit fixe. Parmi ces technologies, il est possible de distinguer :

- ◆ des solutions filaires, et notamment le réaménagement de la boucle locale de France Télécom qui permet de rendre éligibles la plupart des lignes ;
- ◆ des solutions hertziennes telles que le Wifi, le Wimax et les systèmes satellitaires.

Toutefois, aucune de ces solutions techniques ne permet à elle seule de couvrir l'intégralité des zones blanches du haut débit dans des conditions économiques et/ou techniques parfaitement satisfaisantes. Par ailleurs, hormis dans le cas du satellite, la collecte du trafic, et le coût qui lui est associé, est un élément central de l'économie de la résorption des zones blanches qui doit être pris en compte lors de la conception d'un projet.

2.2.1 Les technologies filaires

Initialement, le réseau téléphonique n'a pas été construit pour fournir de l'Internet à haut débit. La longueur excessive de certaines lignes et la présence de multiplexeurs sont les principales causes d'inéligibilité des 550 000 foyers qui n'ont pas accès au haut débit par ADSL.

La principale solution filaire tient donc dans le réaménagement de la boucle locale de France Télécom. Il s'agit de raccourcir les lignes en injectant les signaux DSL au niveau des sous-répartiteurs. Depuis juin 2007, France Télécom propose une solution baptisée NRA ZO (pour nœud de raccordement des abonnés dans les "zones d'ombre" de l'ADSL). Cette offre peut également être proposée par des opérateurs alternatifs par le biais d'une offre de gros publiée par France Télécom.

La solution NRA ZO consiste à construire un nouveau nœud de raccordement à proximité d'un sous-répartiteur afin de réduire la longueur des lignes concernées. Les opérateurs peuvent proposer cette offre aux collectivités territoriales, qui financent tout ou partie l'opération de transformation et deviennent propriétaires de la nouvelle infrastructure installée. Néanmoins, cette solution ne peut être mise en œuvre que si le sous-répartiteur concerné comporte un minimum de lignes inéligibles. Dans sa forme actuelle, cette offre n'est pas envisageable pour requalifier la totalité des paires de cuivre.

Au regard des premiers projets engagés, les investissements nécessaires sont importants : environ 50 000 € par sous-répartiteur, auxquels viennent s'ajouter environ 150 000 € pour un réseau de collecte en fibre optique.

Autre solution en matière de réaménagement de la boucle locale cuivre pour couvrir les zones blanches : l'accès à la sous-boucle locale. Suite à l'adoption de la loi de modernisation de l'économie¹⁴, un certain nombre de collectivités territoriales ont souhaité disposer de cet outil, essentiellement pour favoriser la montée en débit sur les territoires. Des travaux sont en cours pour la mise en place des différentes solutions possibles d'accès à la sous-boucle.

14 - Loi n° 2008-776
de modernisation
de l'économie (LME)
du 4 août 2008,
JO du 5 août 2008.

2.2.2 Le Wifi

En France, le Wifi (réseaux sans fil basés sur la norme IEEE. 802.11x) utilise les bandes des 2,4 ou 5 GHz et permet des débits théoriques jusqu'à 54 Mb/s sur une courte distance.

Le Wifi présente plusieurs avantages :

- ◆ il s'appuie sur des bandes ne nécessitant pas d'autorisation d'utilisation de fréquences, ce qui facilite l'entrée sur le marché ;
- ◆ le coût des équipements est faible. En effet, les projets de couverture en Wifi sont assez économiques, en dehors de la collecte. Le coût total par client s'établit entre 900 et 1 700 € en fonction du nombre de clients par station déployée (zones plus ou moins denses).

En revanche, les débits offerts par les solutions Wifi sont limités et, en pratique, procèdent d'un partage de la bande passante entre les utilisateurs. En milieu rural, les débits proposés doivent composer avec des contraintes fortes telles que l'étendue des surfaces à couvrir réduisant les débits, la géographie particulière, la végétation. L'atténuation des débits sur la longue distance limite donc le recours du Wifi à la couverture d'habitats concentrés (hameau, village).

Enfin, la collecte du trafic suppose de connecter l'ensemble des stations installées, ce qui augmente sensiblement le coût total de la mise en œuvre de la solution Wifi.

2.2.3 Le Wimax

Le Wimax permet de couvrir une zone supérieure à une dizaine de kilomètres, à des débits supérieurs à 2 Mb/s. Toutefois, les meilleurs résultats sont obtenus sur des distances inférieures à 15 km, avec des dispositifs extérieurs en ligne de vue.

Les solutions hertziennes de type Wimax nécessitent également des investissements significatifs. Les opérateurs engagés dans ce type de projet avancent un budget d'investissement d'environ 6 millions d'€ par département pour couvrir les zones blanches. Les éléments recueillis au travers des différents projets publics mis en

œuvre par les collectivités sont plus contrastés et dépendent fortement du nombre de foyers à couvrir et de l'inclusion ou non dans les projets d'infrastructures d'une collecte en fibre optique.

2.2.4 Le satellite

Plusieurs offres par satellite sont disponibles ou annoncées depuis le premier trimestre 2008. Désormais, les opérateurs proposent des offres construites sur des solutions bidirectionnelles ne nécessitant pas de ligne téléphonique pour la voie montante. Les débits et les tarifs proposés sont proches de ceux pratiqués sur le marché de l'accès ADSL (hors coût de l'équipement terminal et de son installation).

Ces offres satellitaires présentent un intérêt technique et économique pour la couverture des zones blanches :

- ◆ le débit proposé est supérieur ou égal à 512 Kbit/s en descente et supérieur à 96 Kbit/s en montée ;
- ◆ le service est disponible en tout point du territoire ;
- ◆ les investissements dans les infrastructures sont pris en charge par les opérateurs.

Toutefois, les solutions satellitaires présentent des limites qui leur interdisent de s'imposer comme la solution unique et définitive :

- ◆ ces solutions n'auront pas, à court terme, une capacité d'accueil pour l'ensemble des foyers inéligibles ;
- ◆ le coût des matériels pour l'abonné (modem et antenne parabolique) et leur installation est encore élevé : il s'établit entre 400 et 600 € – même si les opérateurs ont annoncé une baisse à venir des terminaux à environ 250 € ;
- ◆ le coût d'utilisation de la bande passante demeure élevé, limitant le débit disponible pour les utilisateurs ;
- ◆ enfin, ces solutions doivent composer avec les limites physiques liées à la position orbitale géostationnaire des satellites : 36 000 km. A cette distance, les communications supportent un temps de latence de près de 600 ms. Cette contrainte rend moins fonctionnel, voire impossible l'usage de certains services.

En ce qui concerne les zones blanches, ces solutions peuvent présenter un intérêt indéniable pour compléter la couverture des territoires, notamment dans les zones où le déploiement de solutions terrestres est rendu impossible par le coût qu'il supposerait. Certaines collectivités ont d'ores et déjà retenu ces solutions pour répondre aux besoins des foyers les plus isolés et proposent pour certaines des mécanismes de subventionnement des équipements terminaux.

2.3 L'importance des réseaux de collecte

Si la résorption des zones blanches consiste à mettre en place des réseaux de desserte permettant d'acheminer le service jusqu'au domicile de l'utilisateur, les réseaux de collecte, situés en amont de la boucle locale, à l'échelle départementale ou régionale, jouent un rôle déterminant dans la capacité des opérateurs à mettre en œuvre les solutions de desserte.

Ainsi, dans le cadre des réseaux d'initiative publique, il apparaît que l'essentiel des projets conduits par les collectivités intègrent un réseau de collecte en fibre optique qui leur permet :

- ◆ de combiner à la fois des objectifs en matière de couverture du territoire en haut débit et des objectifs visant à un enrichissement de l'offre concurrentielle proposée aux particuliers et aux entreprises ;
- ◆ d'intégrer dans le périmètre du projet de la collectivité la réponse aux besoins des services publics locaux : raccordement direct en fibre optique des établissements publics du territoire, des différents services de la collectivité, etc. ;
- ◆ de traiter les zones d'activité économique, qui bien souvent sont localisées en périphérie des zones les plus denses, mais ne bénéficient pas pour autant systématiquement d'infrastructures et de services de communications électroniques adaptés aux besoins de leurs entreprises ;
- ◆ plus spécifiquement, de traiter plus efficacement la couverture des zones blanches : le traitement des zones blanches suppose de mettre en œuvre de nouvelles solutions d'accès ou de modifier la boucle locale de l'opérateur historique. Dans ce contexte, la présence d'un réseau de collecte a pour effet de rendre ce traitement moins coûteux, voire de le rendre économiquement soutenable pour la collectivité ;
- ◆ d'anticiper les futurs besoins du territoire en matière d'aménagement numérique et notamment la montée en débit.

2.4 La montée en débit dans les territoires

La question de la montée en débit sur les territoires devient aujourd'hui indissociable de celle de la couverture des zones blanches du haut débit. Les utilisateurs souhaitent non seulement disposer du haut débit, mais aussi d'un débit suffisant pour répondre à des besoins croissants d'échanges de données par Internet. Ils souhaitent aussi bénéficier des offres multiservices (Internet, téléphone, télévision, VOD, etc.) qui exigent des débits plus importants. C'est pourquoi, à l'automne 2008, un certain nombre de collectivités ont sollicité l'Autorité pour attirer son attention sur cette problématique et lui demander la mise en œuvre de l'accès à la sous-boucle locale de France Télécom (le sous-répartiteur, situé entre le répartiteur et l'utilisateur).

Partageant la préoccupation de montée en débit sur les territoires, l'Autorité a demandé en février 2009 à France Télécom d'instruire les différentes solutions techniques identifiées pour la mise en œuvre de l'accès à la sous-boucle locale avant l'été 2009. Un dispositif de suivi associant l'ensemble des acteurs (opérateurs, délégataires, collectivités territoriales) a été mis en place. Un processus d'expérimentation technique des différentes solutions a été engagé, ainsi qu'une analyse de leurs implications économiques.

B. L'action des collectivités territoriales

Avec l'adoption de la loi pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004¹⁵, les collectivités disposent de pouvoirs étendus dans les télécommunications. Depuis cette date, les compétences des collectivités leur permettent de mettre en place des réseaux actifs, d'exercer une activité d'opérateur et de fournir des services aux clients finals, sous certaines conditions, lorsque l'initiative privée s'avère durablement insuffisante¹⁶.

15 - Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LEN), JO du 22 juin 2004.

16 - Cf. article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales, introduit par la loi LEN du 21 juin 2004.

En 2008, dans le cadre de l'action des collectivités dans l'aménagement numérique du territoire, l'ARCEP a :

17 - Cf. art. 118
de la loi n°2008-776
de modernisation
de l'économie (LME)
du 4 août 2008,
JO du 5 août 2008.

- ◆ publié un bilan de l'action des collectivités territoriales dans le secteur des télécommunications à l'attention du Parlement et du gouvernement, conformément aux dispositions de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008¹⁷ ;
- ◆ poursuivi ses travaux en concertation avec les acteurs publics et privés au sein du Comité des réseaux d'initiative publique (CRIP), en particulier sur :
 - la couverture des zones blanches du haut débit ;
 - le très haut débit ;
 - le rôle que les collectivités auront à jouer dans le développement des nouveaux réseaux d'accès en fibre optique.

1. L'ARCEP a procédé à un bilan de l'intervention des collectivités territoriales pour le Parlement et le gouvernement

18 - Idem note 17. La loi de modernisation de l'économie¹⁸ dispose qu'« avant le 31 décembre 2008, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes remet au Parlement et au gouvernement un rapport public présentant un premier bilan des interventions des collectivités territoriales en application de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales. Ce bilan précise notamment les impacts de ces interventions en termes de couverture du territoire, de développement de la concurrence, de tarifs, de services offerts, ainsi que les différentes formes juridiques de ces interventions. Il comprend également une analyse des différents moyens susceptibles d'assurer l'accès de tous à l'Internet haut débit et des modalités possibles de financement de cet accès. »

Dans le cadre de cette mission, l'ARCEP a confié une étude au Centre d'économie de la Sorbonne (CNRS) et au cabinet Avisem pour quantifier l'impact de l'intervention des collectivités. Un séminaire spécifique a également été organisé par le Comité des réseaux d'initiative publique (CRIP) le 3 décembre 2008 pour recueillir les avis des collectivités territoriales.

Ce rapport a mis en évidence :

- ◆ que l'impact des réseaux d'initiative publique (RIP) s'est traduit à la fois par une extension du dégroupage et par une meilleure desserte des zones d'activité ;
- ◆ l'intérêt du développement de la concurrence pour améliorer la couverture du territoire ;
- ◆ que les initiatives publiques exercent un effet de levier sur l'investissement privé ;
- ◆ que l'intervention des collectivités s'appuie sur un cadre juridique souple et adapté ;
- ◆ que les collectivités ont bénéficié d'une extension de leurs compétences en matière de télécommunications.

Ce rapport a également souligné l'attention portée par les collectivités à la montée en débit dans les territoires pour les prochaines années.

1.1 L'impact des réseaux d'initiative publique

Sur la base de l'étude approfondie de dix projets d'initiative publique et de deux territoires n'ayant pas mené spécifiquement de projets de RIP, le bilan effectué fait ressortir deux éléments majeurs :

- ◆ près de 40 % des centraux téléphoniques dégroupés à ce jour, représentant 4,6 millions de lignes, l'ont été en s'appuyant sur un réseau d'initiative publique. Sur ce total, 2 millions de lignes n'auraient jamais été dégroupées sans intervention publique. Pour les 2,6 millions de lignes restantes, cette intervention a permis un dégroupage plus rapide que par la seule initiative privée. Les collectivités ont ainsi permis de compenser le handicap lié à la géographie française et contribué à placer la France parmi les toutes premières nations européennes du haut débit avec un taux de couverture du dégroupage proche de 75 % ;
- ◆ plus de 2 000 zones d'activité sont desservies en fibre optique par des réseaux d'initiative publique. Sur ces zones, où les entreprises bénéficient de prix 20 à 50 % moins élevés que les prix habituellement constatés, la pénétration des services à très haut débit par des opérateurs alternatifs est décuplée.

Les réseaux de collectivités destinés à résorber les zones non couvertes par le haut débit (zones blanches) couvrent plus de 80 % de la population concernée de ces territoires. A l'échelle nationale, les collectivités engagées dans de tels programmes représentent près de la moitié de la population en zone blanche.

1.2 Concurrence et couverture vont de pair

La concurrence, même si elle est souvent plus vive dans les zones plus denses, définit une référence économique et technologique qui bénéficie à l'ensemble du territoire. La concurrence incite par ailleurs l'opérateur en place à se différencier par de nouveaux services ou par une couverture plus large.

En renforçant la concurrence, les collectivités contribuent à dynamiser le marché et la couverture des territoires, à la fois au niveau local et national. En pratique, les objectifs de couverture et de concurrence se combinent largement : par exemple, un réseau de collecte en fibre optique peut aussi bien relier des centraux téléphoniques pour favoriser le dégroupage que desservir des sites publics ou des zones d'activité pour apporter le très haut débit ou encore collecter le trafic des réseaux de couverture des zones blanches du haut débit, ce qui diminue d'autant le coût de ces projets.

1.3 Les initiatives publiques exercent un effet de levier sur l'investissement privé

L'intervention des collectivités qui s'est mise en œuvre depuis 2004, majoritairement dans le cadre des délégations de service public, a produit un effet de levier significatif sur l'investissement privé. En moyenne, chaque euro de subvention publique a entraîné plus d'un euro investi par un partenaire privé. L'investissement total est de 1,4 milliard d'€ sur les 56 principaux projets. Au titre des effets induits, on peut citer l'émergence d'opérateurs locaux favorisée par la desserte des zones d'activité ou certains déploiements de réseaux à très haut débit par des opérateurs rendus possibles par la location de fourreaux à des collectivités.

1.4 Un cadre juridique souple et équilibré

Les interventions des collectivités ont pris des formes variées et se sont déroulées dans un paysage technologique et concurrentiel en constante évolution. Le bilan

positif de ces interventions résulte pour une bonne part d'un cadre juridique et de structures efficaces et adaptés à ce contexte.

L'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales offre aux collectivités la souplesse nécessaire pour adapter leurs interventions aux situations locales et aux évolutions technologiques. Le dispositif n'a pas entraîné de redondance notable des investissements publics tout en préservant le principe de libre administration des collectivités territoriales.

La Commission européenne s'est prononcée à plusieurs reprises, autorisant ou interdisant les projets publics locaux à travers l'Europe au regard de leur compatibilité avec le régime des aides d'Etat.

1.5 Les compétences accrues des collectivités territoriales

La conduite d'un projet public est une entreprise importante et s'inscrivant dans la durée, depuis le diagnostic territorial jusqu'à la sélection du partenaire puis son contrôle, et enfin le suivi du projet et son extension éventuelle. Elle suppose une maîtrise de l'environnement technique, juridique et réglementaire ainsi qu'une implication forte de la collectivité dans le montage du projet et un dialogue constant avec le partenaire privé.

Depuis 2004, les collectivités se sont largement dotées des compétences appropriées. Des équipes, souvent dédiées, ont été mises en place. Grâce à l'implication des élus, les projets ont trouvé leur place au sein des différents objectifs d'aménagement portés par les collectivités.

L'implication des acteurs dans le CRIP a permis de réunir trois conditions essentielles à l'efficacité d'une intervention publique locale dans un secteur concurrentiel et innovant : le dialogue entre acteurs publics et privés ; la diffusion des bonnes pratiques mises en œuvre par des collectivités ; la définition d'éléments de référence technico-économique relatifs à l'intervention des collectivités, susceptibles de limiter la dispersion des pratiques locales.

1.6 L'intervention des collectivités contribue à la montée en débit des territoires

Les réseaux utilisés aujourd'hui pour fournir le haut débit sont structurellement limités dans leurs capacités. Pour répondre à la demande croissante des clients en termes de débit, le déploiement de nouveaux réseaux à très haut débit a commencé dans les zones les plus denses. Ces déploiements sont très coûteux et leur extension sur le territoire sera nécessairement progressive. En dehors des zones urbaines, l'enjeu de moyen terme est donc de densifier les réseaux de collecte en fibre optique pour se rapprocher des abonnés. Il s'agit de permettre un accroissement des débits tout en préparant le très haut débit fixe ou mobile.

Ces déploiements pourront se faire en partie en associant initiative publique et investissements privés, notamment dans le prolongement des initiatives existantes. La création d'un fonds participant aux dépenses d'études et d'investissement des collectivités dans les infrastructures et réseaux permettrait d'accélérer cette montée en débit.

2. Les travaux menés en concertation avec les collectivités au sein du Comité des réseaux d'initiative publique (CRIP)

Le CRIP

Le Comité des réseaux d'initiative publique (CRIP) est une structure de travail et d'échange entre les acteurs concernés par l'aménagement numérique du territoire. Mis en place en 2004 par l'ARCEP, le CRIP rassemble les collectivités, les opérateurs, les institutions d'Etat et, d'une manière générale, les acteurs publics concernés. Les travaux du CRIP donnent lieu à des publications : comptes rendus, "points de repères" et guides destinés à tous les publics.

2.1 La couverture des zones blanches du haut débit

En matière de zones blanches du haut débit, l'essentiel des travaux conduits en 2008 s'est concentré sur la question du réaménagement de la boucle locale de France Télécom et notamment sur le fonctionnement de l'offre NRA ZO (pour nœud de raccordement des abonnés dans les "zones d'ombre" de l'ADSL).

La solution NRA ZO est une des solutions techniques pour répondre à la problématique des zones blanches du haut débit. Elle peut être techniquement pertinente : technologie filaire DSL éprouvée, effets induits ne se limitant pas aux lignes inéligibles, etc. Toutefois, les travaux du CRIP ont permis de rappeler que la mise en œuvre de cette solution ne peut s'exonérer des exigences qui s'appliquent aux projets conduits par les collectivités : transparence, non-discrimination, respect des règles de la concurrence et de la commande publique. Dans cette optique, les recommandations suivantes ont été formulées pour la mise en œuvre de la solution NRA ZO :

- ◆ considérer cette solution comme une réponse technique possible au terme d'un appel d'offre technologiquement neutre ;
- ◆ sensibiliser les collectivités au fait que cette solution peut être mise en œuvre par des opérateurs alternatifs et notamment les délégataires des collectivités, ces derniers intervenant souvent à une échelle supracommunale.

Par ailleurs, les discussions au sein du CRIP ont montré que la mise en œuvre de la solution NRA ZO pouvait soulever plusieurs difficultés tant pour les collectivités que pour les opérateurs.

En premier lieu, les collectivités, souvent directement démarchées par France Télécom, peuvent s'engager sur des projets décorrélés des autres projets publics locaux. Un projet limité à l'établissement de NRA ZO supporte cependant des coûts récurrents de collecte élevés, ce qui retarde d'autant le retour sur investissement du projet et peut durablement hypothéquer la dynamique d'extension par laquelle les revenus dégagés sur la première tranche du projet financent la réalisation de la tranche suivante.

En réponse à ce constat, les travaux du CRIP ont permis de rappeler que ce risque économique pouvait être amoindri en retenant une approche plus globale incluant par exemple la desserte des zones d'activité et s'appuyant sur un réseau de collecte. Ainsi un projet ne ciblant que les zones blanches aura des difficultés à s'équilibrer économiquement et nécessitera de fait un subventionnement important et durable des opérateurs partenaires.

En second lieu, les opérateurs alternatifs et notamment les délégataires de réseaux d'initiative publique (RIP) ont également fait état d'une offre de gros qui, de leur point de vue, n'était pas effective. Ils ont rapporté plusieurs difficultés : une transparence insuffisante en matière de délais et de coûts, des critères de faisabilité technique et de volumes de commandes ressentis comme discriminatoires et enfin des contraintes en termes d'accueil des opérateurs tiers (dont France Télécom) jugées excessives.

Sur ces questions, il a été rappelé que le principe d'une offre NRA ZO permettant aux opérateurs alternatifs de répondre aux appels d'offres des collectivités a été intégré à l'offre de référence du dégroupage de France Télécom dès le 11 juin 2007. Cette offre "de gros" devait permettre notamment aux délégataires de RIP de proposer cette solution aux collectivités dans des conditions comparables à celles de France Télécom. Les premiers retours d'expérience des opérateurs ayant commencé à tester cette offre ont fait état de nécessaires évolutions.

Si la nouvelle version de l'offre de gros NRA ZO publiée en septembre 2008 a intégré une partie des évolutions nécessaires identifiées, il est toutefois ressorti des travaux du CRIP que les discussions sur les contraintes supportées par les opérateurs alternatifs devaient néanmoins se poursuivre.

Outre ces travaux sur le fonctionnement de l'offre NRA ZO, le groupe de travail "zones blanches" s'est par ailleurs intéressé aux nouvelles offres satellitaires en matière de haut débit et a également contribué à la conduite d'une étude sur la mise à disposition des points hauts par les collectivités. Achievée en décembre, cette étude a pour objet d'apporter un ensemble de recommandations techniques et juridiques aux collectivités dans le cadre de la construction, de la mise à disposition et du partage de points hauts, notamment dans le contexte de la couverture des zones blanches du haut débit. Les travaux du CRIP ont permis de recenser les attentes des collectivités dans ce domaine et de contribuer ainsi à la définition du cahier des charges de cette étude.

2.2 Les réseaux très haut débit (FTTH)

Dans le domaine des réseaux très haut débit, le groupe de travail "FTTH" s'est réuni à trois reprises en 2008. Il a poursuivi son action visant à préciser les enjeux du positionnement des collectivités territoriales dans le déploiement de la fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH). Ses travaux ont conduit à la publication des *Points de repère sur le déploiement du très haut débit (FTTH – fibre optique jusqu'à l'abonné)* en mai 2008¹⁹.

19 - Disponible sur le site
Internet de l'ARCEP :
www.arcep.fr.

Ce document fait notamment apparaître que les collectivités peuvent agir dès à présent par effet de levier sur l'investissement des opérateurs à plusieurs niveaux :

- ◆ en agissant comme gestionnaire du domaine public et de leur sous-sol ;
- ◆ en installant et en mettant à disposition des infrastructures de base (génie civil, bâtiments), dans l'objectif de favoriser le déploiement de réseaux ;
- ◆ voire en intervenant dans le déploiement de réseaux, sous réserve de compatibilité avec les règles communautaires relatives aux aides d'Etat.

De manière plus générale, concernant le déploiement des réseaux FTTH, l'année 2008 aura été marquée par l'adoption de la loi de modernisation de l'économie, qui prévoit un dispositif de mutualisation de la partie terminale des réseaux, partie non économiquement duplicable de ces réseaux qui comprend la fibre à l'intérieur des habitations, sans nécessairement s'y limiter.

A ce titre, le groupe de travail "FTTH" apportera en 2009 ses éléments de réflexion sur les modalités de mise en œuvre de la mutualisation de la partie terminale à la lumière des retours d'expériences et des attentes des collectivités territoriales en termes de couverture homogène des poches d'habitat.

Enfin, en 2008, plusieurs collectivités ont confirmé leur intérêt pour le développement du très haut débit résidentiel en entreprenant des procédures d'avenants ou de nouvelles délégations de service public (DSP) afin d'inclure le déploiement de fibre optique jusqu'à l'abonné dans leur projet d'aménagement numérique du territoire. Les travaux du groupe "FTTH" se poursuivront donc en 2009 sur l'ensemble de ces questions.

2.3 Le partage des infrastructures de génie civil des réseaux câblés

Rappels

Le câblo-opérateur est titulaire de nombreux contrats avec les collectivités territoriales pour l'établissement et l'exploitation des réseaux câblés sur leurs territoires. Les travaux menés par l'Autorité avec les acteurs ont permis de dénombrier plus de 500 contrats²⁰ conclus entre les communes et le câblo-opérateur. Certains de ces contrats peuvent être qualifiés de délégations de service public.

La question de la mise en conformité effective de ces conventions a mobilisé les pouvoirs publics au cours de l'année 2007. En effet, la loi du 5 mars 2007, relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur²¹, a complété les dispositions existantes en faveur de cette mise en conformité.

Elle a notamment chargé l'ARCEP d'établir un rapport pour faire des propositions permettant de favoriser la mise en conformité. Ce rapport, publié en juillet 2007²², s'est appuyé sur les éléments apportés par le câblo-opérateur et par les collectivités territoriales concernées au sein du CRIP.

20 - Correspondant à la couverture de 1300 communes françaises.

21 - Loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur, JO du 7 mars 2007.

22 - Disponible sur le site de l'ARCEP : www.arcep.fr.

Les travaux menés par l'Autorité ont mis en exergue une pratique conventionnelle qui soulève aujourd'hui des divergences d'interprétation entre les acteurs. C'est particulièrement le cas de la qualification de délégation de service public, eu égard aux conséquences qu'elle entraîne sur la propriété des réseaux. En effet, il ressort du rapport de l'ARCEP que la plupart des conventions peuvent être qualifiées de délégations de service public. Les éléments constitutifs du réseau câblé, notamment les infrastructures de génie civil (fourreaux, chambres de tirage), sont la propriété de la collectivité délégante et appartiennent à son domaine public. Ces infrastructures de génie civil dont peuvent disposer les collectivités constituent un patrimoine essentiel pour l'aménagement numérique de leur territoire. L'Autorité recommande aux collectivités de conserver ce patrimoine et de ne pas déclasser ces infrastructures.

La loi a également doté l'ARCEP d'une compétence de médiation pour favoriser la mise en conformité. Plusieurs communes ont saisi l'Autorité en 2008 dans ce cadre, en particulier pour obtenir des informations sur le réseau présent sur leur territoire. Le câblo-opérateur n'a pas souhaité y donner suite, au motif que ces demandes n'entraient pas, selon l'opérateur, dans le champ de la compétence de médiation dévolue à l'ARCEP.

La loi a enfin prévu que la mise en conformité des conventions câble devait garantir l'utilisation partagée des infrastructures publiques de génie civil des réseaux câblés.

Ce partage des infrastructures n'est pas sans conséquences sur le développement du très haut débit. Il s'agit d'un enjeu important pour les collectivités en ce qu'il permet d'accroître la compétitivité de leurs territoires en favorisant l'implantation des opérateurs. Cette disposition s'applique plus particulièrement aux réseaux câblés établis et/ou exploités dans le cadre de délégations de service public. En juin 2008, l'ARCEP a demandé à Emmanuel Glaser, conseiller d'Etat, de conduire une étude sur les possibilités qui s'offrent aux collectivités pour mettre en œuvre cette disposition²³. Elle montre notamment que les collectivités disposent de pouvoirs importants pour appliquer ce principe d'utilisation partagée.

23 - "Mise en œuvre du principe d'utilisation partagée des infrastructures publiques de génie civil", disponible en annexes.

Avec l'adoption de la loi de modernisation de l'économie en 2008²⁴, le Parlement a prévu un dispositif opérationnel à l'initiative des collectivités territoriales et de leurs groupements afin de mettre en œuvre le principe d'utilisation partagée des infrastructures publiques de génie civil du câble. Après décision d'ouverture de ses fourreaux par la commune, l'opérateur devra faire droit aux demandes raisonnables d'accès des opérateurs tiers aux fourreaux qu'il exploite. En cas de refus du câblo-opérateur, la commune pourra prendre la pleine jouissance des fourreaux moyennant indemnisation tout en laissant un droit d'occupation à un tarif raisonnable au câblo-opérateur. L'ARCEP pourra être saisie de tout différend portant sur les conditions techniques et financières de cette utilisation partagée.

24 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie (LME) du 23 juillet 2008, JO du 5 août 2008.